

# Régions : réunir les deux Normandie ?

## Pas si simple

**Choix de la capitale, questions économiques et querelles politiques sont autant de freins au projet de réunion des deux régions présenté par François Hollande.**



Les clichés ont la peau dure. L'un d'eux veut que les Normands d'en haut soient plus souvent ouvriers ou bourgeois et ceux d'en bas paysans ou marins.

"Si on avait eu une seule Normandie au début, personne ne se battrait aujourd'hui pour en avoir deux" : Edouard Philippe, maire UMP du Havre, se fait fort d'illustrer le fameux bon sens normand. Mais le mythique grand duché de Normandie va-t-il pouvoir redorer son blason découpé en 1956 par Serge Antoine, l'homme qui a redessiné les régions françaises ? Il n'avait alors fallu que quelques années pour mettre à mal la fière unité rassemblée autour de la figure tutélaire de Rollon en 911. Ce faisant, le haut fonctionnaire a allumé la querelle entre Bas-Normands et Hauts-Normands. "Si c'était à refaire, je ne ferais qu'une seule Normandie", a admis Serge Antoine dans un entretien à "L'Express" en 2004 : "Ma seule erreur a été de croire que je mettais en place un système évolutif. J'étais convaincu, naïvement, que l'on assisterait peu à peu à des fusions de régions. Hélas, j'attends encore..."

En annonçant une évolution du nombre des régions pour "en finir avec les enchevêtrements, les doublons et les confusions", François Hollande semble enfin répondre aux attentes de l'énarque Antoine. Même si, fervent défenseur de l'union et maire UMP du Havre, Edouard Philippe se dit peu optimiste : "C'est une vague annonce, pas un

projet. On est dans le vœu pieux." Mais, en attendant, Bas-Normands et Hauts-Normands sont-ils prêts à se retrouver ? P't'ête ben qu'oui, p't'ête ben qu'non. Poids politique, économie, quand tout pousse à l'unité, les adversaires fourbissent leurs arguments. Petit tour d'horizon des freins à la réunification de la Normandie.

### ***Pétrochimie contre Camembert***

Les clichés ont la peau dure. L'un d'eux veut que les Normands d'en haut soient plus souvent ouvriers ou bourgeois et ceux d'en bas paysans ou marins. Un cliché qui comporte sa part de vérité. Et, sur ce sujet, Edouard Philippe a des réponses de Normand : "Ce n'est sans doute pas totalement infondé mais ce n'est pas complètement vrai : Caen et Cherbourg ont un fort dynamisme industriel et la Haute-Normandie a, elle-aussi, de grand et magnifiques paysages ruraux."

Les données statiques montrent une Haute-Normandie plus peuplée et plus dynamique que la Basse-Normandie. Dans sa présentation 2012, l'Insee décrit cette dernière comme "une région faiblement urbanisée qui attire les séniors" où l'agro-alimentaire reste le secteur phare. Avec une

population de 1.470.900 personnes et un produit intérieur brut 2010 de 34,4 milliards d'euros, la région de Caen est parfois regardée avec condescendance par celle de Rouen qui affiche une population de 1.850.700 personnes et un PIB 2011 de 49,6 milliards d'euros.

Au dédain, la Basse-Normandie oppose la méfiance, agitant une peur irrationnelle de contagion industrielle avec son cortège de pollutions. Dans le vert bocage, on redoute une urbanisation anarchique, dévoreuse de paysages.

La bataille se limite fort heureusement à l'image, même si, régulièrement, les pêcheurs des deux régions s'affrontent à propos de... coquille Saint-Jacques. Plus soucieux de ménager la ressource, en 2010 encore, les Bas-Normands ont voulu reculer la date d'ouverture de la pêche, avec des quotas très stricts, au grand dam des Hauts-Normands qui souhaitaient pouvoir davantage puiser dans le stock.

### **Caen contre Rouen**

Dernier avatar de la rivalité des deux capitales régionales : la guerre de la Chambre régionale des comptes. En 2011, sept chambres régionales ont été supprimées et il n'en restait plus qu'une pour la Normandie. Et c'est Rouen qui a remporté la manche.

Au-delà du caractère hautement symbolique de la bataille entre les deux villes, l'enjeu économique prend une place sensible avec un épineux partage des pouvoirs. De peur d'avoir à trancher, nombres d'élus militent pour une répartition entre les deux, avec un système "éclaté". Un principe défendu par le maire PS de Caen, Philippe Duron, qui rappelle que "le statut de préfecture de région 'vaut' de 2.000 à 2.500 emplois. Je propose donc qu'on répartisse les fonctions (...). De telle sorte que chacun soit gagnant. Sinon, nous n'y arriverons jamais".

S'il fallait décider en fonction de l'importance des agglomérations, Rouen sortirait victorieuse avec 388.000 personnes contre 240.000, selon le dernier recensement. Peu enthousiaste sur la question du rapprochement, Nicolas Mayer-Rossignol, président socialiste de la Haute-Normandie a déjà prévenu : "La capitale ne pourrait être que Rouen".

Edouard Philippe y voit la confirmation de son analyse : "Ceux qui agitent le sujet de la capitale sont justement ceux qui ne veulent pas de la réunion". Le maire du Havre propose de commencer par créer la

région avec des obligations contractuelles sur l'ensemble, "et trois ans après, on pourra décider d'implanter les instances dirigeantes".

### **Droite contre la gauche**

Avec une Haute-Normandie traditionnellement plus marquée à gauche que la Basse-Normandie, cette inextricable division finirait presque par passer pour... une marque d'unité. À l'annonce du projet de François Hollande, le maire UMP du Havre, Edouard Philippe, pourtant porte-flambeau de la fusion, n'a pas pu s'empêcher d'ironiser sur BFM : "Si, en 2017, le président de la République a réussi à tordre le bras à ces grands élus socialistes normands qui n'en veulent pas, et bien moi, je traverse le Bassin du Commerce à la nage."

La joute n'est pas neuve. Quand, dès 1972, l'UMP Antoine Rufenacht militait pour un rapprochement, il ne soulevait guère l'enthousiasme dans son propre camp : "Mes collègues me disaient qu'il n'était pas question de s'allier avec les bolcheviks qui contrôlaient la vallée de la Seine", se plait depuis à raconter le natif du Havre.

Le très normand ministre des Affaires étrangères y est lui aussi allé de sa petite pique sur ce sujet en 2002. Dans un entretien au Figaro, Laurent Fabius, alors député de Seine-Maritime avivait la querelle : "La droite voit (dans la réunification, ndlr) le moyen de noyer la Haute-Normandie, plutôt à gauche, dans un ensemble normand qu'elle croit pouvoir dominer."

Aujourd'hui, les deux Normandie sont à gauche et le sujet dépasse les clivages classiques. L'affrontement politique persiste pourtant. Dans la Basse, le président Laurent Beauvais porte les couleurs de l'union : "La priorité, c'est l'emploi, c'est l'économie". Président de la Haute, Nicolas Mayer-Rossignol, lui, n'en veut pas : "Ce n'est pas à l'ordre du jour, ni prioritaire." Le soutien au projet dans la région de Rouen vient donc du Havre où, Edouard Philippe, maire UMP, estime que si ces deux petites régions "étaient pensées par un seul Conseil régional plutôt que par deux, ce serait beaucoup plus facile".

Pour le moment, la question reste entière : Edouard Philippe devra-t-il effectuer la traversée du Bassin du Commerce à la nage ? D'ici-là, il précise au "Nouvel Observateur" : "Si vous me le demandez, je le ferai dans le sens de la longueur !"

## **Louis Morice - Le Nouvel Observateur**

Publié le 17-01-2014 à 13h11 Mis à jour le 03-06-2014 à 11h45